

Les subsides

les industriels. Le plus important, ce sont les arbres. C'est ce qu'il a dit. Je ne lui en aurais pas cru le courage. Il vient de cette province et voilà ce qu'il en dit. Je n'en ajouterai pas davantage, car je suis à même de comprendre ce genre de point de vue.

● (1550)

Soyons positifs. Si le député tient à aider la Colombie-Britannique, qu'il signe des accords sur les forêts, le tourisme, les mines et le développement économique. Ne sommes-nous pas la seule province au Canada qui n'a pas fait encore l'objet de tels accords? Ces questions sont de la compétence du ministre et du gouvernement, non de celle du Nouveau parti démocratique. Elles ne sont pas non plus du ressort du parti libéral. Les conservateurs forment le gouvernement. C'est donc à eux de conclure de tels accords. Comment se fait-il que la Colombie-Britannique soit la dernière province à profiter de ce genre d'aide financière? Ce qui est en cause, ce sont des centaines de millions de dollars du gouvernement fédéral. Débloquez-les. Aidez-nous. Soyez positifs.

M. Manly: Trouvez l'argent.

M. Angus: Monsieur le Président, mon collègue peut-il me dire ce qui arrivera à sa province quand une certaine société forestière canadienne aura construit l'usine de pâtes et papiers qu'elle a prévue dans l'État de Washington? Nous prévoyons, pour notre part, qu'une fois installée là-bas, elle livrera directement concurrence aux producteurs forestiers de la Colombie-Britannique. Les habitants de cette province vont-ils s'en trouver mieux ou pire?

M. Riis: C'est une question ardue, monsieur le Président. Je vais tâcher d'y répondre. J'en mesure toute la portée. Pendant que le député parlait, je me suis rappelé que le gouvernement avait annoncé, il y a quelques mois, qu'il avait accordé au Pérou quelques dizaines de millions de dollars pour l'aider à ouvrir une nouvelle mine de cuivre qui livrera maintenant concurrence à celles de Highland Valley et d'autres régions du Canada, grâce à l'argent de nos contribuables. Une fois de plus le gouvernement adopte la même politique, monsieur le Président et elle est bien malavisée. On part, en quelque sorte, du principe que ce qui est bon pour les affaires est forcément bon pour le pays, pour tout le monde. Je ne dis pas que tout ce que font les entreprises commerciales est mauvais. Pas du tout. Mais je dis plutôt qu'en tant que parlementaires, nous ne pouvons pas partir du principe que tout ce qui est bon pour une entreprise de pâtes et papiers, pour une société minière ou une industrie est forcément bon pour le pays tout entier. Ce n'est pas toujours le cas.

Quant à la question du député, je lui réponds simplement que nous devons soupeser la façon dont nous aidons l'industrie. Aidons l'industrie au moyen de dégrèvements fiscaux ou de subventions, mais au nom du ciel, assurons-nous que nous le

faisons dans l'intérêt du Canada et des Canadiens et, en l'occurrence, des habitants de la Colombie-Britannique.

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je suis toujours stupéfait de voir à quel point les socialistes sont peu au courant des événements. Je viens d'écouter le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) parler de «signer un accord forestier, signer un accord touristique, signer un accord agricole» sur un ton très dramatique. Je me demande bien où il était. Ne sait-il pas qu'un communiqué publié ce matin annonce la conclusion d'une entente avec la Colombie-Britannique . . .

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Riis: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je dirais simplement qu'au bout de huit mois d'attente, il était grand temps de signer cet accord.

Des voix: Oh, oh!

M. Siddon: Toujours aussi négatif.

M. Stevens: Monsieur le Président, si je venais de Colombie-Britannique, j'en serais fier. Ce serait un bonheur pour moi que de venir à Ottawa parler aux Canadiens de ma province et leur dire que c'est une des plus belles du pays.

Des voix: Bravo!

M. McDermid: Il était contre l'Expo 86.

M. Stevens: Dans sa motion, le député parle de façon très négative de son gouvernement provincial et, bien sûr, du gouvernement fédéral . . .

M. McDermid: Et de l'Expo 86.

M. Stevens: . . . je voudrais montrer à quel point cela contraste avec le communiqué commun publié ce matin. Si vous le permettez, je vais vous le lire:

La Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral ont conclu une entente d'expansion économique régionale de 525 millions de dollars.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Je vais vous lire la suite.

Une voix: Qu'en dites-vous Manly?

M. Manly: C'est plutôt insuffisant.

M. Stevens: Voici la suite:

La nouvelle a été annoncée aujourd'hui par le ministre de l'Industrie et de l'Expansion de la petite entreprise, Bob McClelland et l'honorable Sinclair Stevens, le ministre fédéral de l'Expansion industrielle régionale.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Voici la suite:

Cette entente quinquennale pour laquelle chacun des deux gouvernements fournira la moitié des fonds soit 262.5 millions, permettra de financer des initiatives provinciales dans le secteur de la pêche, de l'expansion industrielle, du tourisme, de l'agriculture, de la prospection et de l'exploitation minière ainsi que dans le domaine des sciences et de la technologie.